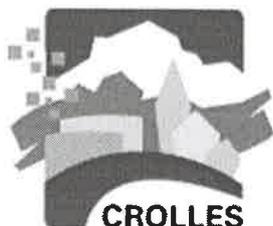


Service : pôle aménagement du territoire

N° : 063-2021



Département Isère – Canton du Moyen Grésivaudan – Commune de Crolles

Arrêté du Maire

Objet : FERMETURE DU SENTIER DU PAL DE FER

Le Maire de la commune de CROLLES,

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L2212-1 suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code pénal et, notamment, son article R610-5

Considérant les chutes de pierres survenues le mercredi 7 avril 2021,

Considérant qu'il incombe à l'autorité investie du pouvoir de police locale de prendre toutes mesures propres à assurer la sécurité publique,

Considérant que pour des raisons de sécurité des personnes, il convient d'interdire l'accès au sentier du Pal de Fer,

A R R E T E

ARTICLE 1° - L'accès au sentier du Pal de Fer est interdit à compter du mercredi 7 avril 2021.

ARTICLE 2° - Seuls les services municipaux ainsi que les services de secours et le service de restauration des terrains de montagne (RTM) seront autorisés à pénétrer dans le périmètre d'interdiction.

ARTICLE 3° - Le présent arrêté sera porté à la connaissance des usagers par affichage sur des panneaux mis en place par les services techniques municipaux.

ARTICLE 3°- Le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Meylan / Saint-Ismier,
La responsable de la Police Municipale,
Le Directeur des Services Techniques Communaux,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Acte certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de sa publication leet de son envoi en Préfecture le

Pour le Maire, par délégation, Xavier Picavet, directeur général des services.

A Crolles, le 7 avril 2021
Philippe LORIMIER
Maire de Crolles



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche interrompant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.